



Envoyé en préfecture le 29/03/2021

Reçu en préfecture le 29/03/2021

Affiché le 30/03/2021

SLOW

ID : 082-228200010-20210324-CD20210324_7-DE

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Réunion orientations budgétaires du 24 mars 2021
ANNEXE

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION
DEPUIS LA REUNION "DECISION MODIFICATIVE" DU 21 OCTOBRE 2020**

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
1 – Contentieux des Travaux publics				
SCI DOA Immobilier 11 décembre 2018	Contentieux « ouvrages d'art/ Travaux publics » Action en annulation de la décision administrative du 7 septembre 2018, refusant, en raison du caractère non accidentogène de la route, la pose d'une barrière de sécurité et la limitation de la vitesse sur la RD 21.	<i>Tribunal administratif :</i> Ordonnance du Tribunal administratif du 13 janvier 2021 actant le désistement de la partie requérante.	1805852	1
Société AGRI 2R	Contentieux « ouvrages d'art/ Travaux publics » Responsabilité civile du Département recherchée par la société AGRI 2R arguant d'un défaut d'entretien des fossés comme cause de l'inondation de leurs locaux.	<i>Tribunal judiciaire :</i> Désignation d'un expert judiciaire par l'ordonnance rendue le 20 décembre 2018. Dire du Département à l'expert pour observations sur le pré-rapport d'expertise le 10 novembre 2019.	RG18/00268	2
2 – Contentieux des interventions financières				
Ville de MONTAUBAN 16 mars 2020	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) – 2018 Action de la Ville de Montauban en contestation du titre exécutoire émis par le Département pour la contribution communale au fonctionnement du Centre Universitaire pour l'année 2018.	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 17 novembre 2020.	2001435	3

<p>Ville de MONTAUBAN 16 mars 2020</p>	<p>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) – régularisation 2014 Action de la Ville de Montauban en contestation du titre exécutoire émis par le Département en régularisation de la contribution communale au fonctionnement du Centre Universitaire pour l'année 2014.</p>	<p><i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 10 novembre 2020.</p>	<p>2001434</p>	<p>4</p>
<p>Ville de MONTAUBAN 16 mars 2020</p>	<p>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) – régularisation 2016 Action de la Ville de Montauban en contestation du titre exécutoire émis par le Département en régularisation de la contribution communale au fonctionnement du Centre Universitaire pour l'année 2016.</p>	<p><i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 10 novembre 2020.</p>	<p>2001433</p>	<p>5</p>
<p>Ville de MONTAUBAN 18 mars 2020</p>	<p>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) – 2017 Action de la Ville de Montauban en contestation du titre exécutoire émis par le Département pour la contribution communale au fonctionnement du Centre Universitaire pour l'année 2017.</p>	<p><i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense (réplique) le 17 février 2021.</p>	<p>1901436-2</p>	<p>6</p>
<p>Ville de MONTAUBAN 6 août 2018</p>	<p>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (bâtiment arts appliqués) Action en contestation du titre d'un montant de 419 235 € représentatif de la participation communale à la construction du bâtiment « Arts appliqués ».</p>	<p><i>Tribunal administratif :</i> Condamnation de la commune à payer la participation à la construction du bâtiment (jugement du 5 juin 2018). <i>Cour administrative d'appel :</i> Arrêt du 19 octobre 2020 annulant le jugement du tribunal administratif de Toulouse du 5 juin 2018. Décision de ne pas se pourvoir en cassation suite à l'arrêt rendu.</p>	<p>1803127</p>	<p>7</p>

<p>Département 11 février 2021</p>	<p>Contentieux des interventions financières : fonds de péréquation de la taxe professionnelle pour l'année 2017 Litige opposant le Département à la commune de Montauban sur les modalités de répartition du fonds de péréquation de la taxe professionnelle pour 2017.</p>	<p><i>Tribunal administratif :</i> Jugement du 15 décembre 2020 : annulation de la délibération du 7 juillet 2017 répartissant le fonds de péréquation de la taxe professionnelle pour l'année 2017. <i>Cour administrative d'appel :</i> Appel formé par le département. Demande de réformation du jugement du 15 décembre 2020 du Tribunal administratif de Toulouse.</p>	<p>1705530</p>	<p>8</p>
<p>3 – Contentieux des marchés publics</p>				
<p>Société PROCIBA 14 mai 2020</p>	<p>Action en indemnisation de l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité, à raison de prestations supplémentaires. Le Département subrogé dans les obligations de la Sémateg, intervenante initiale, intervient en qualité de mandataire de l'association APIM (maître de l'ouvrage).</p>	<p>° <i>Tribunal administratif :</i> Jugement du Tribunal administratif du 10 octobre 2019 renvoyant l'affaire devant les juridictions judiciaires. <i>Tribunal de Grand Instance de Montauban :</i> Conclusions en défense du Département le 4 novembre 2020.</p>		<p>9</p>
<p>Département 28 juin 2019</p>	<p>Dysfonctionnement de l'installation de chauffage-climatisation de l'Hôtel du Département Recherche en responsabilité des intervenants à l'opération de construction.</p>	<p>° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réplique déposé le 15 décembre 2020.</p>	<p>1903509</p>	<p>10</p>

4 – Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie -APA-, revenu de solidarité active -RSA-, obligation alimentaire)

4-1 – Aide sociale – admission à l'aide sociale

Madame X... 8 octobre 2019	Action en contestation du refus d'admission à l'aide sociale à l'hébergement.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département déposé le 28 octobre 2019.	1905753-7	11
Conseil Départemental de l'Aveyron 23 septembre 2020	Action en contestation du refus d'admission à l'aide sociale à l'hébergement (contestation du domicile de secours) de Monsieur Y...	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département le 24 novembre 2020.	2015412/6-1	12
UDAF 82 26 mai 2020	Action en contestation du refus d'admission à l'aide sociale à l'hébergement dans le dossier de Madame X...	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département le 13 juillet 2020.	200/2264-7	13

4.2 – Aide sociale – récupération sur prestation				
Département 6 octobre 2020 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente de jugement.		14
Département 6 octobre 2020 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance du 9 novembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l'administration des domaines comme curateur (gestionnaire)		15
Département 8 octobre 2020 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 2 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l'administration des domaines comme curateur (gestionnaire)		16
Département 8 octobre 2020 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 4 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l'administration des domaines comme curateur (gestionnaire)		17
Département 8 octobre 2020 (3ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 4 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l'administration des domaines comme curateur (gestionnaire)		18

<p>Département 8 octobre 2020 (4ème affaire)</p>	<p>Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)</p>	<p><i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 4 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l’administration des domaines comme curateur (gestionnaire)</p>		<p>19</p>
<p>Département 8 octobre 2020 (5ème affaire)</p>	<p>Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Madame X...)</p>	<p><i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 4 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l’administration des domaines comme curateur (gestionnaire)</p>		<p>20</p>
<p>Département 8 octobre 2020 (6ème affaire)</p>	<p>Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier de Monsieur Y...)</p>	<p><i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance rendue le 16 décembre 2020 déclarant la succession vacante et désignant l’administration des domaines comme curateur (gestionnaire)</p>		<p>21</p>

4.3 – Obligation alimentaire				
Département 23 janvier 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Jugement rendu le 22 octobre 2020 fixant la contribution alimentaire.	RG 2000107	22
Département 10 mars 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Jugement rendu le 2 décembre 2020 fixant la contribution alimentaire.	RG 2000302	23
Département 14 mai 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> Ordonnance de désistement le 23 octobre 2020 suite au décès de l'intéressé.	RG 2000425	24
Département 25 mai 2020 (1ère affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG 2000428	25
Département 25 mai 2020 (2ème affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG 2000429	26
Département 22 juin 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG 2000518	27

Département 16 juillet 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG 2000653	28
Département 9 septembre 2020 (1ère affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG 20/00827	29
Département 9 septembre 2020 (2ème affaire)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG/2000809	30
Département 82 29 septembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG/2000848	31
Département 82 1 ^{er} octobre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG/00900	32
Département 82 1 ^{er} octobre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG/ 2000901	33

Département 82 14 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Monsieur Y...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.		34
Département 82 15 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.	RG/2001165	35
Département 82 28 décembre 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...)	<i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance</i> En attente du jugement.		36

4.4 – Revenu de solidarité active – RSA

Madame X... 29 mars 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoires en réponse du Département le 15 mai 2019 et le 25 juin 2019. Jugement rendu le 30 novembre 2020 : rejet de la requête.	1901665-7	37
Monsieur Y... 21 mai 2019	Action en contestation de la réduction des prestation dues suite au non respect des obligations d'insertion.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 11 juillet 2019. Jugement rendu le 30 novembre 2020 : rejet de la requête.	1902754-7	38
Monsieur Y... 30 juillet 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 13 octobre 2020 : non lieu à statuer suite à la régularisation par le Département de la situation du requérant.	1904439-7	39
Monsieur Y... 18 août 2020	Action en contestation d'un titre exécutoire et d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 4 décembre 2020.	2004137-7	40
Monsieur Y... 22 mai 2019	Action en contestation d'un refus du droit RSA.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoires en réponse du Département les 27 septembre 2020 et 12 novembre 2020.	1902776-7	41
Monsieur Y... 11 juin 2019	Action en contestation de la sanction administrative et d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoires en réponse du Département les 22 octobre 2020 et 12 novembre 2020.	1903073-7	42

Envoyé en préfecture le 29/03/2021

Reçu en préfecture le 29/03/2021

Affiché le 30/03/2021

 SLOW

ID : 082-228200010-20210324-CD20210324_7-DE

Madame X... 12 août 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 27 octobre 2020.	2004018-7	43
Madame X... 18 septembre 2020	Action en annulation du titre exécutoire concernant un indu de RSA.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 27 janvier 2021.	2004303-7	44

5.1 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention invalidité

Monsieur Y... 6 février 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 15 octobre 2020.		45
Monsieur Y... 17 août 2018	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité	° <i>Cour d'appel</i> : Mémoire en réponse du Département le 29 octobre 2020.		46
Monsieur Y... 31 juillet 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 16 novembre 2020.		47
Monsieur Y... 24 juillet 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité/priorité	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 25 novembre 2020.		48
Monsieur Y... 2 septembre 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité/priorité	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 12 janvier 2021.		49

5.2 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention stationnement

Monsieur Y... 22 juin 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 27 octobre 2020.	2003011	50
Monsieur Y... 3 août 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 20 novembre 2020.	2003872	51
Madame X... 27 août 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 4 décembre 2020.	2004475	52
Monsieur Y... 8 juillet 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 4 décembre 2020.	2003117	53
Madame X... 10 septembre 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 6 janvier 2021 .	2004688	54

6 – Contentieux répressif

Département 28 août 2020	Tentative d'escroquerie à l'encontre de l'administration par le paiement de factures au nom et à la place d'une entreprise privée.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Montauban</i> Plainte contre X déposée le 28 août 2020		55
Département 29 octobre 2020	Lettre anonyme de menaces déposée à la Maison Départementale des solidarités de Moissac.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Montauban</i> Plainte contre X déposée le 29 octobre 2020.		56
Département 4 février 2021	Menaces et injures à l'encontre des agents de la Maison Départementale des solidarités de Moissac.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Montauban</i> Signalement au Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale avec demande de restriction d'accès au lieu.		57
Département 8 octobre 2020	Propos diffamatoire du chroniqueur de CNEWS, M. Y..., à l'encontre des mineurs isolés lors de l'émission de télévision du 29 septembre 2020.	<i>Procureur de la République – Tribunal judiciaire de Paris</i> Signalement au Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale.		58
Département 21 janvier 2021	Dégradations de mobiliers au collège et au gymnase du collège de Négrepelisse le 13 juin 2019	<i>Tribunal judiciaire</i> Constitution de partie civile pour obtenir le remboursement des frais engagés suite aux dégradations.	JE CABJE2 20000033	59